

Malgré l'inflation et les crises successives (Covid, énergie, guerre en Ukraine), les contributions des Etats membres devraient rester stables ces prochaines années. Bruxelles est attendu au tournant

## Budget européen : la France économise 1,6 milliard d'euros

Amélie de Montchalin a négocié avec la Commission pour réduire à 5,7 milliards d'euros la hausse de la contribution française **Page 5**

# Un budget européen contraint et sous le feu des critiques

## *Under pressure*

La Commission européenne a présenté aux députés et au public, mercredi 16 juillet, son cadre financier pluriannuel (CPF), soit son grand plan budgétaire pour la période 2027-2034. Il s'élève, au total, à 2000 milliards d'euros, quasiment stable par rapport à la précédente édition, alors même que les besoins de financement augmentent.

Emmanuelle Ducros

DEUX MILLE MILLIARDS d'euros sur 2027-2034, à comparer aux 2 070 milliards pour la période actuelle. Le cadre financier européen est presque stable... Et pourtant, les temps ont considérablement changé, faisant apparaître une triple contrainte. L'inflation est passée par là, d'abord. Ensuite, les crises se sont multipliées - Covid, crise énergétique, guerre en Ukraine - générant une considérable dette à rembourser (806 milliards pour le seul emprunt Covid, Next Generation EU).

Quant aux Etats, ils ont les poches vides et ne veulent pas payer davantage : leurs contributions devraient rester stables, à 1 200 milliards (celle de la France devrait même baisser en 2026). Une triple contrainte qui laisse facilement imaginer qu'il va falloir faire avec beaucoup moins d'argent.

Cela n'empêche pas Ursula Von der Leyen de vanter un budget pluriannuel « plus intelligent, plus grand, le plus ambitieux jamais porté, (...) à la fois plus souple, plus stratégique et plus transparent. » La Commission parie beaucoup sur la « simplification » des mécanismes, qui devrait rendre l'argent, devenu plus rare, plus efficace et plus accessible. La simplification consiste, pour l'instant, en un remaniement des grandes rubriques de dépenses, qui rend assez difficile les comparaisons des postes du nouveau et de l'ancien budget.

Premier poste : les plans de partenariat nationaux et régionaux, fer de lance de « la mise en œuvre de l'objectif européen sur le terrain », dotés de 856 milliards d'euros. Cette grande enveloppe relève du fourre-tout, incluant les reliefs de la politique agricole commune, dont



le budget passe de 387 milliards à 300 milliards d'euros, les soutiens de cohésion aux régions défavorisées (280 milliards), la défense des frontières, les aspects sociaux. Chaque Etat en fera un peu ce qu'il veut, dans la mesure où « ils sont les mieux placés pour savoir ce qu'ils doivent mettre en œuvre sur leurs territoires », a commenté Ursula von der Leyen.

Un peu plus tôt lors de la présentation au Parlement du commissaire au Budget, le polonais Piotr Serafin, la proposition a fait unanimement bondir les députés : « Ce n'est ni plus ni moins qu'une renationalisation des budgets qui va affaiblir l'Europe », s'est lamenté le député Siegfried Mureşan (PPE, Roumanie). Nous avons besoin d'une vision commune, pas de 27 agendas nationaux différents ». Pour nombre d'élus, la part belle faite aux Etats est un moyen de masquer la perte de puissance européenne et de faire porter le chapeau aux Etats. « On va faire des omelettes sans œufs », a martelé la députée Carla-maria Nunes Tavares (Portugal, S&D).

**Défense.** Le fonds Compétitivité, deuxième grande verticale du budget européen, se chiffrera à 410 milliards d'euros. Il se veut une réponse aux propositions faites par Mario Draghi et Enrico Letta pour remettre l'Europe dans la course mondiale et créer, selon Ursula von der Leyen « un écosystème novateur incluant la clean-tech, la circularité, la décarbonation » en plus du numérique. 131 milliards seront consacrés à l'espace et à la défense, ce budget étant multiplié par cinq. Là encore, la proposition a été fraîchement accueillie par les députés, Danuše Nerodová (Tchéquie, PPE) déplorant le « manque de détails » sur des sujets aussi importants.

Enfin, un troisième bloc de dépense de 200 milliards (+75 %) sera consacré à la place mondiale de l'Europe afin, selon la présidente de la Commission, d'« être à la hauteur de notre responsabilité internationale ». Ce fonds doit financer l'aide, les partenariats stratégiques et la préparation de futures intégrations. 100 milliards s'y ajoutent pour le sujet spécifique de la reconstruction et du soutien à l'Ukraine - dont une éventuelle adhésion supposerait la réouverture du CPF, pour évaluer tant sa contribution que ses paiements, notamment agricoles.

La Commission a par ailleurs prévu une enveloppe secrète, pour faire face à des crises « qui sont devenues la norme ». 400 milliards d'euros hors budget, des réserves qui sont des « possibilités de dépenses, des réserves avec garanties », supposées offrir « souplesse et agilité » dans les moments difficiles. Les mécanismes restent flous pour l'instant. Mais déjà, les critiques fusent sur la façon de financer ces mécanismes nécessaires de précaution. L'Europe a beau, pour la première fois, inclure dans son budget des « ressources propres » de 58 milliards d'euros, constituées, par exemple, de l'argent du recyclage du plastique ou de matériel numérique (15 milliards), de produits dérivés financiers type ETF (9,6 milliards), ou de taxes sur le tabac (11,2 milliards), cela semble encore peu. Les députés ont regretté que les taxes sur le numérique, le carbone aux frontières ou d'éventuelles taxes douanières ne soient pas budgétées. Le débat, qui va de toute façon passer par le Parlement, ne fait que commencer.

@emma\_ducros ✕



SIPA PRESS

**Ursula Von der Leyen** a vanté un budget pluriannuel « plus intelligent, plus grand, le plus ambitieux jamais porté, (...) à la fois plus souple, plus stratégique et plus transparent. »

